

Système international et identités : retours, bifurcations, métamorphoses

Dominique David

N°6 | mars 2021

Les identités sont de retour, et pèsent semble-t-il de plus en plus lourd à l'international, alors qu'on les avait crues effadiées par la fin des idéologies, ou gommées par la mondialisation.

Aux dynamiques nationalistes impulsées ici ou là par la fin de la guerre froide, la fin d'un cycle post-colonial, l'affirmation de nouvelles économies, toutes poussant à la réaffirmation d'identités propres ou à la démonstration de puissance, s'ajoutent aujourd'hui le défi posé par la mondialisation technologique provoquant la recherche de racines réelles ou rêvées, et la déconstruction du système international hérité des années 90.

Les logiques de démontage et de reconstruction de ce système international, autrement dit l'émergence des conditions de coexistence entre puissances d'un nouvel âge, détermineront largement l'affirmation ou la confirmation des identités politiques de demain.

Toutes les ruptures, toutes les bifurcations sont imaginables, comme toutes les cristallisations identitaires, les pires comme les meilleures.

Working Papers Series

Système international et identités : retours, bifurcations, métamorphoses

Dominique David

Mars 2021

L'auteur

Dominique David, conseiller du président de l'Institut français des relations internationales (Ifri), a été directeur exécutif de l'Ifri de 2006 à 2015. Il est co-directeur du rapport *RAMSES* et rédacteur en chef de *Politique Étrangère*. Il a enseigné à l'École spéciale militaire de Saint Cyr, ainsi que dans plusieurs universités et à Sciences-Po Paris. Il est membre du Conseil d'administration du Centre de Prospective Générale.

Le Centre de prospective générale

Le Centre de prospective générale, créé le 6 janvier 2016, a pour objet, en séparant l'exercice prospectif de toute préoccupation opérationnelle, d'établir une vision de préférence globale de tout ou partie d'un domaine, vision de laquelle des réflexions et des exigences opérationnelles peuvent ensuite venir puiser.

Citer ce document

Dominique David, *Système international et identités : retours, bifurcations, métamorphoses*, FMSH-Prospective-2021-61

© Fondation Maison des sciences de l'homme - 2021

Fondation Maison des sciences de l'homme
54, boulevard Raspail
75006 Paris - France

<http://www.fmsch.fr>

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

Résumé

Les identités sont de retour, et pèsent semble-t-il de plus en plus lourd à l'international, alors qu'on les avait crues affadies par la fin des idéologies, ou gommées par la mondialisation.

Aux dynamiques nationalistes impulsées ici ou là par la fin de la guerre froide, la fin d'un cycle post-colonial, l'affirmation de nouvelles économies, toutes poussant à la réaffirmation d'identités propres ou à la démonstration de puissance, s'ajoutent aujourd'hui le défi posé par la mondialisation technologique provoquant la recherche de racines réelles ou rêvées, et la déconstruction du système international hérité des années 90.

Les logiques de démontage et de reconstruction de ce système international, autrement dit l'émergence des conditions de coexistence entre puissances d'un nouvel âge, détermineront largement l'affirmation ou la confirmation des identités politiques de demain.

Toutes les ruptures, toutes les bifurcations sont imaginables, comme toutes les cristallisations identitaires, les pires comme les meilleures.

Sommaire

Des crises identitaires ayant un effet sur le système international	5
Une déconstruction internationale	7
À court et moyens termes, quelles dynamiques internationales ?	8
Une multipolarité neuve ?	8
Une pluripolarité sans multilatéralisme	9
Un monde d'empires	10
Ruptures et bifurcations	11
Situations	11
Une cascade de prolifération nucléaire	11
L'éclatement d'un ou plusieurs acteurs lourds – d'un ou plusieurs « pôles »	12
L'émergence d'un modèle alternatif	12
Les règles des affrontements armés changent	12
Chocs ou « catastrophes »	12
Mouvements idéologiques de fond	13

Ici ou ailleurs, pourquoi aurais-je la nostalgie de ce que je possède malgré moi, de ce que je ne puis trahir ? Pourquoi évoquerais-je avec mélancolie l'eau noire du chemin creux, la haie qui siffle sous l'averse, puisque je suis moi-même la haie et l'eau noire ?

Georges Bernanos

Les identités sont de retour. On avait pu les croire gommées par la fin de la bipolarité. Cette dernière avait imposé, en surplomb des unités politiques classiques – les nations, les États –, des identités globales, idéologiques, identifiées comme le communisme mondial ou le « monde libre ». La liquidation du système de domination bipolaire permettait un certain affranchissement de ces représentations. Pour les puissances répertoriées comme telles, puissances « classiques » et anciennes, l'identité nouvelle était celle de la fin des idéologies, ouvrant l'espace d'un universalisme des valeurs pouvant prouver son efficacité à travers une gouvernance mondiale incarnée par, à la fois, une mondialisation synonyme de liberté, et des Nations unies brièvement revigorées. Plus au « Sud », à des pays dont l'histoire était depuis des décennies une recherche d'identité, à travers la décolonisation puis la difficile installation de structures étatiques, on expliquait que l'horizon unique était désormais la rationalité économique universelle – symbolisée par le FMI –, et la tension vers la « démocratie », représentée par les modes de gouvernance occidentaux, et éventuellement installée par des « interventions » internationales.

Ce gommage des identités, à travers l'affirmation d'une universalité où se rencontraient la dynamique de la mondialisation et la victoire idéologique de l'Occident, a fait long feu. Sous des formes très diverses, les affirmations, les revendications identitaires sont des éléments de plus en plus présents dans les jeux politiques nationaux et à l'international : crispations ethniques, rétractions nationalistes, revendications séparatistes, cristallisations religieuses, prolifération des communautés sur internet... On s'interroge ici sur le poids à l'international de ces courses à l'identité, c'est-à-dire sur ces aspirations à

l'organisation communautaire – formelle ou non –, susceptibles d'avoir un effet direct sur les acteurs du système international, et partant sur ce système lui-même.

Il s'agit donc ici d'identités communautaires politiques, que l'on pourrait définir par quatre facteurs : la perception d'un héritage commun ; la conscience d'avoir, de ce fait, des intérêts communs ; l'identification concomitante d'un ou plusieurs « autres », aux intérêts différents ; la volonté d'être collectivement, et de peser comme tel.

Des crises identitaires ayant un effet sur le système international

La fin de la bipolarité marque à la fois la liquidation d'un sur-moi idéologique, et l'affaiblissement d'un système de contrôle néo-impérial, ou de clientèle, qui régulaient les affirmations politiques et les conflits entre unités politiques.

C'est l'Europe, cœur du système bipolaire, qui est d'abord touchée par la revendication identitaire nationale, qui menace rapidement de tourner au prurit nationaliste : affrontement Hongrie/Roumanie, ethnicisation des revendications d'indépendance en Yougoslavie, séparatisme slovaque, oppositions intra-ukrainiennes, irrédentismes à l'intérieur de la Russie même... Au Moyen-Orient et en Afrique se fait sentir l'allègement du système de contrôle des puissances, qui prélude au jeu désengagement/réengagement ponctuel (*from behind*) que nous connaissons aujourd'hui. Un peu partout, tiennent, résistent à la dynamique de parthénogenèse les pays reposant sur d'anciennes communautés nationales ou de vieilles constructions étatiques – en Asie, ou en Amérique latine.

La puissance américaine, sortie impériale de la guerre froide, ne danse seule que quelques étés. Elle n'accrédite guère qu'une courte décennie l'image d'un monde lisible, déchiffrable, où les valeurs de l'Occident serviraient de viatique à l'humanité tout entière sous la surveillance bienveillante de l'Oncle Sam. Les États-Unis demeurent certes une force prépondérante dans le jeu international, économiquement, technologiquement, militairement, culturellement, mais l'Irak, le 11 septembre, la Syrie, enfin Trump, ont

balayé leur statut de force organisatrice, de principe de référence absolu. D'où une vaste dynamique d'affaiblissement, ou de démontage – et bien avant le cyclone Trump – des institutions et processus de régulation internationale : OMC, TPI, G7 et G20, accords et négociations de désarmement..., dynamique qui prend la place de son contraire exact, la démangeaison de création d'institutions nouvelles dans les années 90 (organisations de coopération régionales, banques coopératives, etc.), et s'oppose au projet des puissances montantes (Chine, Inde...) de se faire reconnaître et de peser dans les institutions internationales existantes à la mesure de leur force nouvelle.

L'épuisement d'un cycle postcolonial constitue un autre facteur ayant un effet direct sur la reviviscence des recherches d'identités collectives. On a pu croire, au début des années 90, que la fin d'un premier cycle postcolonial, en particulier en Afrique, allait permettre l'émergence d'États démocratiques au sens occidental du terme (c'est-à-dire épousant les formes occidentales), et que la démocratie en développement servirait la cohésion socio-politique et donc la constitution progressive d'États-Nations. Mais les espoirs du discours de La Baule, prononcé par François Mitterrand en 1990, se sont vite effacés ; et la démocratie importée dans les fourgons militaires ne prend nulle racine. En Afrique, au Moyen-Orient, les États ne sont que rarement des cadres de démocratisation : parce qu'ils ne le veulent pas, parce qu'ils ne le peuvent pas. Si le nationalisme arabe n'a jamais existé que dans les discours, les nationalismes infra-étatiques font florès : Irak, Syrie, Jordanie, Liban, Libye... La réalité immédiate, au Proche-Orient ou en Afrique, c'est l'aggravation des dynamiques d'éclatement autour d'adhésions infra-étatiques (Côte d'Ivoire, Burkina, Mali, Irak, Syrie...).

Le processus de globalisation et la révolution techno-informatique qui le symbolise auprès de nombre de populations constituent évidemment des facteurs-clé dans la revitalisation contemporaine des dynamiques de recherche identitaire. L'accès à la scène mondiale, fût-il formel, donne de nouveaux moyens de penser, d'agir, de résister à

l'oppression, se traduit par des progrès réels par exemple en matière économique, bref est un puissant moyen de désenclavement des unités politiques et de bouleversement de leur hiérarchie mondiale. Mais dans le même temps, cette projection sur une scène transnationale a pour effet de déclasser le cadre politique traditionnel – étatique – : l'efficacité idéologique ou économique paraît de moins en moins dépendante des pouvoirs d'État à mesure que s'affirment les puissances économiques à logiques mondiales – même si leur ancrage physique est toujours territorialisé. Il faut que les dictatures soient très fermes pour manier à la fois la projection mondialisée et le contrôle interne (Chine) – et nul ne sait si cela perdurera...

Pour les populations elles-mêmes, portes et fenêtres largement ouvertes autorisent de larges respirations. Mais l'air du large se paie. La tentation du repli vers des identités communautaires mythiques – imaginées comme parfaites, protectrices et efficaces – répond à l'angoisse de ne pas maîtriser les codes d'un monde ouvert, à un statut perçu comme marginalisé (les « perdants » de la mondialisation contre les « gagnants »), à l'insécurité culturelle naissant de la vitesse de transformation des sociétés informationnelles. Toute culture est en soi multiple, toute identité composite, mais ici ce n'est pas tant l'évolution qui pose problème que sa vitesse – qu'on pense aux transformations qu'ont connues, à des degrés et selon des modes divers, toutes les sociétés humaines depuis trente ans sous l'effet des nouvelles technologies informationnelles.

Le « retour vers le futur » se présente donc, d'une certaine façon, sous les atours d'un post-modernisme s'opposant à une modernité rejetée ; et il ne se lit pas seulement dans la dynamique islamiste : il baigne le suprématisme blanc des États-Unis, le rêve de la *Global Britain* qui pousse au Brexit, ou même les invocations françaises à une « République » censée épuiser la culture nationale...

Le rognage perçu de l'efficacité, et donc de la légitimité, des pouvoirs d'État par les dynamiques de globalisation vient historiquement s'ajouter à une autocontestation interne de l'étendue des pouvoirs publics : la « révolution néolibérale » des années 70 et 80. La

rétraction volontaire de l'espace d'intervention publique, le discours opposant l'action publique à l'initiative et à la liberté des sociétés préparent le terrain à l'image d'impuissance des pouvoirs nationaux face au rouleau transnational de la mondialisation. D'où, une fois encore, une déperdition d'image, et donc de capacité à emporter les adhésions des populations.

L'ensemble de ces facteurs concourent à miner les adhésions aux identités politiques nationales et étatiques, redoublés par les effets – encore largement non mesurables – des technologies de l'information sur les attitudes individuelles des citoyens. Ce que l'on peut déjà mesurer, en revanche, c'est un double effet d'individuation et de massification en fonction de critères neufs. Individuation parce qu'Internet se suffit désormais à lui-même comme médiateur universel. Massification par processus de « clientélisation » gouverné par des algorithmes dont, on le sait maintenant, la fonction est de consolider des habitudes sociales en confortant le client dans ce qu'il croit penser ou croit aimer – et définitivement, alors que la culture est par définition évolutive. Le complotisme étant, dans cette double logique, le sous-produit d'une information surabondante, socialement non-filtrée, individuellement interprétée dans un enclos où s'interpénètrent exaltation devant une information infinie et sentiment d'impuissance devant une technologie in-maîtrisable. À ce titre, le trumpisme apparaît emblématique d'une modernité réunissant ces trois éléments d'individuation, de massification et de complotisme, modernité clairement affirmée par soixante-quatorze millions d'électeurs...

Autre émiettement symbolique : celui du travail à domicile, véritablement découvert dans les pays développés avec la crise sanitaire du COVID-19, et qui peut être aussi vu comme une menace de fracture sur les communautés de travail – au-delà de la dissolution sociale qu'induit déjà un chômage de masse largement déterminé par une mondialisation sans frein.

Le mouvement est donc double : d'une part, et sur des rythmes et raisons divers, une fragmentation des identités politiques découlant largement de l'image d'impuissance

à représenter et à agir des institutions de référence (une fois encore, la position de « subsidiarité » éminente des structures politiques étatiques ne peut se justifier que par une délégation basée sur leur efficacité) ; d'autre part, la multiplication de recherches d'adhésion, d'identités éparpillées : identités diffuses, émiettées, ou cherchant à se structurer autour de projets nouveaux, politiques, ethniques ou idéologiques.

Une déconstruction internationale

À la faiblesse d'États neufs n'ayant pas su susciter l'adhésion de leurs populations, et où des fidélités de sauvegarde minent des structures publiques déjà usées et surtout inefficaces, vient se combiner un double mouvement, plus récent.

Tout d'abord la déconstruction, ou la contestation, des éléments de gouvernance internationale qui pouvaient ébaucher l'idée d'une « identité humaine ». On a déjà dit comme les institutions qui avaient semblé relancer « le printemps de l'ONU » des années 90 faisaient l'objet, depuis le début de ce siècle, d'un démontage systématique, ou au mieux d'une mise à l'arrêt.

Et, simultanément, le naufrage, sous l'effet à la fois des chocs extérieurs et d'un auto-sabotage américain, de l'« ordre international libéral » – pour résumer : l'ordre à la fois psycho-politique et institutionnel que les Occidentaux, c'est-à-dire d'abord les Américains, avaient développé dans le monde après la seconde guerre mondiale, et consolidé dans les années 90.

Dans cette même logique, sont remises en cause des valeurs occidentales qui avaient fugitivement acquis le statut de « valeurs universelles », dans la foulée de l'affirmation de l'idéologie des droits de l'homme (c'est-à-dire de l'utilisation opérationnelle, politique, de ces droits), et de la victoire, contre le camp soviétique, de celui des démocraties : ouverture des sociétés, élections multipartites, protection des droits individuels, concertation internationale, organisation collective – bref, l'affirmation de ce qui fut, un temps, appelé « la communauté internationale ».

Si les valeurs de référence ne sont plus simplement universelles, si elles peuvent faire l'objet d'interprétations, de dérivations locales, le champ est libre pour l'affirmation de puissances défendant leurs « spécificités » : l'affaiblissement des puissances traditionnelles, l'affadissement des systèmes de régulation ouvrent large l'espace des compétitions. L'exemple chinois est particulièrement emblématique qui, au-delà du « socialisme aux caractéristiques chinoises », promeut désormais des interprétations « chinoises » des droits de l'homme, de l'état de droit, et plus généralement des rapports internationaux. Or toute compétition structurée, s'installant dans le temps, suppose des acteurs eux-mêmes structurés et porteurs d'identités propres.

Dans les démocraties elles-mêmes, qui semblaient les plus assurées, la crise de confiance se développe, qui combine le reflux de l'image du « progrès », le rejet des « élites » en général, la relativisation de la valeur du savoir, l'aplanissement informationnel, la crise d'adhésion au système institutionnel de la démocratie représentative... Une fois encore, le fonctionnement de cette démocratie représentative suppose une adhésion forte soit à la logique du système lui-même, soit à ce qui est perçu comme son efficacité : deux éléments qui font désormais largement défaut. Les systèmes démocratiques ne sont plus vus comme « efficaces », ni en interne où ils n'assurent plus le « progrès pour tous » – dont la « théorie du ruisellement » est l'exact antonyme... –, ni en externe où leur souveraineté apparaît de plus en plus illusoire, dans un système qui semble de moins en moins organisé.

Cette crise de confiance interne des démocraties s'inscrivant dans un environnement perturbé par des crises de décomposition, particulièrement à l'entour de l'Europe : en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe de l'est post-soviétique ou en Asie centrale...

À court et moyens termes, quelles dynamiques internationales ?

On peut tenter, à partir des logiques de défiance actuelles, d'imaginer une restructuration internationale en un système global plus ou moins stable autour d'une logique

dominante, en privilégiant trois modèles principaux :

- Une multipolarité consensuelle, organisée et en progrès institutionnel constant.
- Une pluri-polarité sans multilatéralisme structuré.
- Une multipolarité organisée par une répartition en pôles impériaux contrôlant des systèmes concurrents.

Une multipolarité neuve ?

Le premier modèle d'une multipolarité reconstruite après deux décennies d'usure, et à nouveau en progrès général sinon consensuel, exige de multiples conditions :

- Les États-Unis post-Trump effectuent un « retour » *soft*, « raisonnable », qui leur permet d'affirmer leur poids, tout en acceptant un changement global dans les équilibres de puissance qui ne leur est pas favorable. La multipolarité organisée suppose une multiplicité de pôles, concurrents mais se reconnaissant comme légitimes les uns et les autres.
- La Russie connaît une sortie « douce » de l'ère Poutine, mêlant stabilité globale du régime, ouverture modérée vers l'ouest, négociation de nouvelles règles de coexistence avec les anciennes marches de l'empire soviétique, développement d'une coopération active mais « modérément stratégique » avec Pékin.
- Les démocraties européennes « tiennent », maintenant leur marche vers l'intégration socio-économique, et bénéficient d'un rééquilibrage politique à l'intérieur de l'Alliance atlantique qui élargit leur marge de manœuvre en matière de coopération diplomatique et militaire. L'Union européenne n'est pas une puissance au sens classique du terme, mais peut jouer d'une palette élargie de moyens économiques, diplomatiques et militaires.
- La Chine maintient son unité politique, son efficacité économique s'appuyant davantage sur son marché intérieur. Elle renforce son poids dans les instances internationales dans un esprit mêlant concurrence et volonté de coexistence, et modère ses ambitions mondiales : limitation de ses moyens militaires à la protection de ses

- intérêts nationaux, modération dans la projection des « routes de la soie »...
- L'Afrique connaît un développement inégal tout en développant une agriculture susceptible de sauver de la faim ses populations. Ce développement, massivement soutenu par les pays européens, permet de réguler les migrations internes au continent, et externes, et de les limiter à des niveaux maîtrisables.
 - Les conflits des « zones dangereuses » - la ceinture Sahel/Maghreb/Machrek/Proche-Orient/Asie centrale et du Sud – peuvent être maintenus à un niveau régional et de violence « acceptable », avec des pressions internationales combinées de l'ensemble des pôles stratégiquement déterminants.
 - La transition énergétique est entamée ; des programmes massifs d'aide sont mis en place pour limiter les effets du changement climatique, au profit des pays qui en sont les premières victimes.
 - Un « multilatéralisme de bonne volonté » s'exprime à travers une reprise des négociations de désarmement, ainsi que sur la gestion des technologies potentiellement déstabilisantes.
 - Les « chocs » sur le système – financiers, énergétiques, environnementaux, sanitaires, conflictuels - demeurent dans des limites gérables par la concertation internationale.

Ce modèle suppose, en particulier, que la légitimité interne des démocraties soit à nouveau confortée, les revendications identitaires y étant limitées par un regain d'efficacité puisé, entre autres facteurs, dans des accords multilatéraux. Si la mondialisation apparaît plus gouvernée, plus raisonnablement bridée, les radicalismes internes pourraient être maintenus aux marges – revendications de gauche, de droite, religieuses ou écologistes -.

En gros, les États seraient confortés à la fois dans leur dialogue et dans leurs interactions avec les sociétés civiles parce que leur légitimité se démontrerait, se mettrait en scène, dans une gestion collective, internationale, des problèmes majeurs.

On peut opposer à cette perspective la suspicion que les crispations idéologiques, les

contestations identitaires, bref les mouvements des sociétés civiles relayées par les technologies de l'information – manipulées ou non par certains États – pourraient aller plus vite que la volonté de faire redémarrer les structures d'une « gouvernance mondiale » de toute façon vouée à demeurer imparfaite, et donc frustrante pour tout discours politique.

Une pluripolarité sans multilatéralisme

Un autre modèle – une multiplication des pôles de puissance sans multilatéralisme structuré – verrait l'affirmation concurrente de divers pôles de puissance, sans souci de cadrage dans des structures pouvant accoucher de règles positives de coexistence.

- Les États-Unis poursuivent une sorte de « trumpisme sans Trump », cherchant à renforcer les cartes américaines sans considération des alliés, confirmant leur retrait des engagements militaires internationaux, des négociations et institutions internationales, le démontage progressif des structures du commerce international au profit des rapport bilatéraux ou régionaux, usant de la prééminence technologique contre des puissances à nouveau considérées comme « ennemies », avec une affirmation militaire dans une course aux armements haut-de gamme.
- Une Russie post-poutinienne se raidit dans son environnement européen, avec des soutiens concrets au maintien de régimes autoritaires ; elle privilégie fermement ses rapports avec Pékin dans une stratégie explicite, délaissant l'ancien modèle de la « maison commune » européenne ; elle joue de ses relations, même contradictoires, avec ses correspondants du Proche et Moyen-Orient pour y cristalliser de nouveaux rapports de force globalement contraires aux intérêts de l'Occident.
- La Chine assume une opposition ouverte avec les États-Unis, structurant le camp de ses amis dans des rapports de dépendance – « amicale » ou non –, assumant une posture de « sauvetage » de sa puissance face à une agressivité américaine renouvelée. Le champ international, dans la logique d'une compétition sino-américaine radicalisée,

devient une scène de prises de guerre, sans modèle d'organisation globale.

- Sous les pressions contradictoires d'une scène internationale qui se raidit dans des oppositions de plus en plus violentes, les Européens se divisent, décidément apeurés par l'idée de porter une stratégie de puissance dans un monde dangereux. L'Union européenne se referme sur ses logiques d'échanges économiques internes, et perd tout poids dans la gestion de ses environnements.
- Plusieurs régions traditionnellement en tension – Moyen-Orient, Asie du Sud, Afrique centrale... – sont laissées aux jeux et aux rivalités de puissances régionales en quête d'hégémonie. Les grandes puissances n'y étant présentes que pour y défendre ponctuellement leurs intérêts économiques directs. À la montée des affirmations de puissance répond une montée des nationalismes, voire d'affirmations identitaires infranationales basées sur l'impuissance des pouvoirs d'État.
- La compétition économique internationale se retrouve encore moins régulée, au détriment des pays les plus faibles. Les économies pétrolières s'épuisent sans avoir pu se transformer dans un contexte d'incertitude financière et économique globale.
- Le renvoi des régions à leur conflits locaux, l'absence de régulation internationale, se traduisent dans des courses aux armements éclatées, dans tous les domaines classiques ; et par une cascade de prolifération nucléaire.
- La transition écologique organisée fait naufrage dans les compétitions entre nationalismes et des institutions multilatérales en déshérence.

L'anarchie compétitive peut ici être vue comme une transition vers une nouvelle forme d'organisation internationale, ou comme une dynamique approfondissant sa propre fragmentation. Ce modèle se caractérisant par la prééminence des affirmations de puissance, il apparaît propice au développement d'identités nationalistes « de sauvegarde ». Mais partout où les États apparaîtront faibles dans un monde à l'image plus dangereuse, inefficaces vis-à-vis des autres, incapables de

susciter un sentiment de solidarité collective face à un monde anarchique, le temps sera propice au développement d'attentes identitaires anti-étatiques, sub-étatiques de toutes natures. Il n'y a pas dans ce modèle de développement d'identités trans-étatiques – sauf, éventuellement, en réaction de long terme –, car les affirmations locales et régionales prévalent. Les trans-identités technologiques se défont ou sont récupérées dans des ensembles nationaux (imposition de barrières techniques, etc.).

Un monde d'empires

Un troisième modèle, intermédiaire, réorganiserait le monde en grands empires d'influence, rivaux mais se reconnaissant dans le cadre d'une structuration concertée de l'espace international : une multipolarité contrainte en quelque sorte.

- Les États-Unis et la Chine, puissance dominantes en matière économique et technologique, redéfinissent de vastes zones de clientèle. Les États-Unis resserrent le « camp occidental », autour d'un discours fondé sur les valeurs, de normes économiques et techniques, de solidarités spécifiques. La Chine organise son propre camp, sur des logiques de proximité géographique, de dépendance économique et d'anti-occidentalisme. Sa dynamique économique et technologique lui permet d'apparaître comme une alternative au monde occidental.
- Les Européens s'alignent sur Washington, au nom des « valeurs », devant ce qu'ils perçoivent comme la « menace chinoise » ; ou ils se décident à devenir un acteur géopolitique autonome, en articulation avec la Russie, qui maintient ses intérêts en Asie mais se définit plus clairement comme une puissance européenne. Cette dernière hypothèse suppose que les Européens aient préalablement développé leur capacité d'autonomie militaire et technologique.
- Les « espaces intermédiaires » sont l'objet d'une lutte entre les grands empires pour le contrôle des marchés et des circuits d'approvisionnement. Les espaces de moindre intérêt stratégique sont laissés à leurs logiques politiques et conflictuelles, avec des mesures minimales de contrôle

prises dans le cadre d'une ONU limitée à des opérations de police consensuelles et mineures.

- Les logiques technologiques se redéfinissent dans le cadre des grands empires, chacun dirigés par un leader technologique imposant ses normes et ses logiques de développement.
- Les appareils militaires redeviennent pertinents en « moyenne gamme » – capacité de projection et conflits de moyenne intensité – , au profit du maintien de l'ordre dans chacun des camps. Pour le haut de gamme, s'instaure une codification du style guerre froide, via des négociations de maîtrise des armements.
- Un multilatéralisme organisé mais structuré par la rivalité d'empires se met en place, qui traite des grands problèmes internationaux dans une optique de strict marchandage, renvoyant aux logiques de la guerre froide.

Héritier à la fois des habitudes de la guerre froide et d'un cynisme à la Trump, ce modèle repose sur les capacités de contrôle de chaque leader sur son camp, dont fait partie l'emprise idéologique, c'est-à-dire la capacité de se représenter soi-même contre l'autre dans l'esprit des peuples concernés – capacité fortement identitaire –. Puissance politique appuyée sur le militaire, puissance économique, puissance de représentation appuyée sur la technologie : chaque camp articule ces dimensions au service de l'efficacité de son empire ou de sa zone d'influence. La cohésion et le contrôle politiques se renforcent donc à l'intérieur de chaque camp, les revendications d'identité contraires étant cantonnées aux marges (dans les zones échappant à un strict contrôle), ou ne se manifestant que dans le temps : les empires finissent toujours par passer – même injustement – pour des « prisons des peuples ».

Une question demeure néanmoins : celle des formes et des forces de l'interdépendance. Les échanges de toutes natures ont créé des interdépendances de structure entre les sociétés humaines. Ces interdépendances varient-elles avec la forme adoptée temporairement par la coexistence internationale ? Et comment sont-elles acceptées, ou rejetées,

par les sociétés ? Il est vraisemblable que, sauf à suivre une logique d'éclatement et d'enclavement total, les sociétés modernes conserveront un fort taux d'interdépendance : commerciale et économique, technologique, culturelle. Reste à savoir si ces interdépendances seront ou non définies volontairement et géographiquement. Et dans quelle mesure elles pourront être intégrées dans la culture politique des peuples. Rejetées, elles renvoient vers des enclavements nationaux ou infranationaux. Érigées en mirage idéologique, elles peuvent déboucher sur des idéologies universalistes : millénarisme mondialiste, mondialisme technologique, idéologies religieuses, écologisme absolu.

Ruptures et bifurcations

Les identités collectives se définissent, évoluent, se cherchent non par rapport à une essence – contrairement à ce qu'affirment les discours d'autojustification – mais en fonction d'environnements toujours changeants. En marge des hypothèses sur l'évolution globale du système international, on peut tenter d'identifier un certain nombre de situations, de chocs, de mouvements de long terme, susceptibles de produire des bifurcations diverses, et qui joueraient un rôle dans les perceptions d'identités collectives, dans les mouvements d'adhésion aux structures (politiques) d'organisation collective.

Situations

Une cascade de prolifération nucléaire

Une telle prolifération n'est imaginable que sur plusieurs décennies, mais elle peut déboucher, par enchaînement, sur un face à face de détenteurs de nucléaire militaire dans des régions sensibles. Une telle situation, sans système de régulation dominant (comme l'*Arms control* entre États-Unis et URSS), pourrait poser des problèmes de sanctuarisation agressive, ou d'appropriation privée d'armes dans des pays aux régimes peu stables. Cette situation serait le produit naturel d'une faillite (rampante) du système de non-prolifération, et d'une multiplication de crispations nationalistes. Dans un monde largement dérégulé, la prolifération nucléaire serait à la fois le symbole et l'instrument d'un système international au bord de la violence : avec un possible resserrement identitaire des

populations autour des régimes détenteurs d'une arme apparaissant à la fois comme une spécification de puissance et comme un instrument de sauvegarde suprême.

L'éclatement d'un ou plusieurs acteurs lourds – d'un ou plusieurs « pôles »

Pour les États-Unis, il pourrait s'agir moins d'un éclatement formel que d'une incapacitation croissante, due à une division profonde entre partis, communautés, classes d'intérêts – dans le droit fil des oppositions matérialisées par la fin de la présidence Trump – combinaison des stratifications économiques, des divisions ethniques, des oppositions religieuses, ramassées en cristallisations politiques irréductibles. Pour la Chine, il pourrait s'agir d'un échec de la politique d'homogénéisation économique par le développement interne, couplé à une érosion de la légitimité du leadership du Parti communiste – avec un risque ultime de division physique du territoire. Pour la Russie, il pourrait être question d'une « anarchisation » rampante, produisant à la fois une division de fait du pays entre une Russie utile européenne et des territoires orientaux plus délaissés, et faisant écho à la division classique entre européistes et eurasiatiques dans le débat intellectuel du pays. L'éclatement du pays se traduirait surtout par sa perte de poids international, sa sortie des radars de la puissance – avec un problème majeur : celui du contrôle des armes, en particulier nucléaires. Pour l'Europe, l'éclatement signifierait surtout un effacement progressif de la gouvernance collective de l'Union européenne, et le renvoi du continent à des logiques d'affirmation de puissances.

On se retrouverait là, sur des espaces plus ou moins vastes, dans une situation de compétitions identitaires diffuses, les grands ensembles politiques n'ayant plus le statut de références, et laissant le champ libre aux plus élémentaires des aspirations collectives. Sans doute l'une des pires hypothèses.

L'émergence d'un modèle alternatif

L'Union européenne, forte d'une longue et novatrice expérience invente un nouveau modèle de gouvernance, articulant l'adhésion aux unités politiques de base (pays, régions...) et l'adhésion à un projet fédéral. Le mythe de la double citoyenneté se

concrétise, et les membres de l'UE forment une puissance d'un type nouveau, jouissant d'un fort pouvoir d'attraction international et d'une forte puissance d'adhésion en interne. Les tentations identitaires sub-nationales s'effacent, et la double identité par adhésion – à la démocratie locale et à la démocratie européenne – devient référentielle sur le continent. Les divergences subsistent, comme les contestations, mais ne mettent plus en cause la légitimité des régimes locaux ni de la gouvernance globale. Unie, l'Europe recouvre force et efficacité économique, et devient un pôle de puissance affirmée. Une évolution qui ne pourrait intervenir que sur le long terme.

Les règles des affrontements armés changent

Les technologies nouvelles révolutionnent l'usage de la force au service des projets politiques, à deux niveaux au moins. À un niveau déjà connu : de petits acteurs acquièrent un pouvoir de nuisance important contre de grands acteurs, dont les systèmes civils modernes sont de plus en plus interconnectés et vulnérables. Cette capacité de nuisance pourrait être utilisée contre les modes de fonctionnement des sociétés civiles ; ou plus directement pour causer des dommages physiques, d'ordre militaire. À un niveau plus prospectif, les habitudes d'affrontement pourraient être révolutionnées par l'avènement de champs de bataille largement automatisés, combiné à la manœuvre d'humains « augmentés », c'est-à-dire ne suivant pas les mêmes logiques d'usure que les combattants classiques. La première hypothèse peut souder de petites communautés dans la perception d'une efficacité retrouvée contre le « gros » – fond de la démarche terroriste qui repose largement sur une vulnérabilité technique et psychologique croissante de l'adversaire. La seconde pourrait entraîner une déconnexion des populations de l'usage de la force qui est théoriquement opéré en leur nom, dans la mesure où seuls des systèmes techniques, ou des humains « technicisés », apparaîtraient directement concernés.

Chocs ou « catastrophes »

Au-delà des « situations » citées, on peut penser à certaines « catastrophes » – ou

bifurcations imposées – susceptibles d'affecter radicalement le fonctionnement ordinaire des sociétés, et donc de mettre en cause l'adhésion des populations à leurs structures de gouvernance.

La pandémie de COVID-19 nous impose l'hypothèse d'une catastrophe sanitaire permanente, due à la circulation accélérée de nouveaux virus, avec ses conséquences imaginables : coopération internationale approximative, renfermement des sociétés, courses unilatérales aux vaccins, divisions internes des sociétés, mise en cause des décideurs et des savoirs scientifiques, affaiblissement économique... On pourrait ainsi connaître un monde « de la grande peur », avec une question centrale : quel système politique, quelle explication idéologique, pourraient dans de telles circonstances s'en tirer en mobilisant la confiance à leur profit ?

L'hypothèse d'une catastrophe écologique – brusque ou rampante – renvoie au même type de question, à cette différence près qu'elle toucherait beaucoup plus inégalement les sociétés politiques – les plus développées, les plus riches ayant les moyens d'y résister davantage –. D'où, sans doute, une nouvelle division du monde, propice à des globalisations idéologiques antagonistes.

On peut également formuler l'hypothèse d'une catastrophe techno-informationnelle, « naturelle » ou provoquée, avec interruption grave des services des circuits commerciaux, bancaires, hospitaliers, administratifs ou de régulation des communications. À cette hypothèse de *bug* généralisé – qui est tout sauf invraisemblable – devrait être jointe celle d'une situation de menace explicite par harcèlement insécurisant les systèmes et la confiance dans les systèmes, avec effets de blocage multiples.

Face à ces trois cas, la question posée serait celle de l'articulation entre le sauve-qui-peut – national ou infranational – et le besoin de cohésion collective. L'efficacité de la gouvernance étant en cause, la tentation autoritaire, préventive ou curative, pourrait s'imposer largement.

Ajoutons deux scénarios de nature plus « politique ». Suite à une grave déstabilisation dans les environnements européens,

une pression migratoire brusque et spectaculaire – non pas intraitable en soi, mais venant se greffer sur des décennies de défiance et d'impuissance – pourrait avoir des effets délétères, à la fois sur la cohésion européenne et sur les cohésions internes des États-membres : divergences entre États, mises en cause des gouvernements, affrontements communautaires, etc. Face à l'impuissance dûment constatée des États devant un tel choc, pourraient s'étendre des dynamiques sécessionnistes : à l'image des « circuits courts » s'imposant dans la consommation individuelle, les fidélités locales ou régionales seraient privilégiées, aggravées de tendances séparatistes traditionnelles déjà à l'œuvre.

Mouvements idéologiques de fond

L'ensemble de ces développements politiques nationaux ou internationaux produisent et sont produits par des évolutions des systèmes de pensée et de représentations, cristallisées en idéologies politiques – revendiquées ou non comme telles. Aucune des dynamiques idéologiques actuelles ou imaginables n'est nouvelle par nature : elles sont simplement interprétées dans les logiques déterminées par les facteurs dominants des situations internes aux pays, ou internationales. Parmi ces dynamiques idéologiques susceptibles de se développer, on peut citer :

Le transnationalisme, sous-produit de la globalisation technologique et financière. Il peut être le fait à la fois de grands acteurs s'imposant aux États par leur puissance ; ou d'acteurs de base négligeant le niveau politique national au profit de communautés civiles d'internautes. Dans les deux cas, l'idéologie du *start up world* ne laisse subsister l'institutionnel politique qu'à titre de survivance ou de garde-fou de crise – mais dans ce dernier cas largement dépourvu de légitimité de long terme et de moyens d'agir de court terme.

La dévaluation du politique tel que conçu aujourd'hui dans des références territoriales, étatico-nationales, est également mise en œuvre par le « sans-frontiérisme » absolu, souvent humanitaire, qui dévalue, voire nie, la définition des communautés politiques par des frontières. Cette idéologie généreuse,

qui affecte de ne considérer que l'« humanité », peut au demeurant être rapprochée des abstractions voyant en l'Europe une entité qui ne se définit plus par le territoire (le « patriotisme constitutionnel »), la question demeurant : les fidélités, les adhésions, les identités politiques peuvent-elles se passer d'un enracinement territorial, physiquement maîtrisable ?

L'écologisme radical, qui entend plier les décisions politiques à un rapport absolu à une nature rêvée et unique, et exigeant des décisions universelles – dépassant de loin la simple préoccupation du réchauffement climatique –, pourrait également constituer un facteur de dissolution des structures politiques nationales, sous diverses formes : *soft* en se combinant aux débats classiques, plus dévastatrice si un mouvement de peur transnational en arrivait à balayer simultanément les références politiques traditionnelles au profit d'une panique instrumentalisée.

Une autre tendance pourrait être celle d'une montée en puissance d'adhésions religieuses antagoniques. Les décennies passées nous rappellent que les référents religieux demeurent – en dépit de la spécificité de la perception française – les plus puissants des facteurs de constitution communautaire et identitaire : voir les États postcoloniaux en général, ou même les successeurs de l'URSS, sans parler des mondes musulmans. Le XXI^{ème} siècle pourrait être « religieux » en ce sens que, dans le désert d'idéologie explicite revendiqué par la modernité technologique, et devant une déréliction du politique classique, les références religieuses, sous des formes revendiquant la tradition ou de nouvelles formes, pourraient redevenir explicitement structurantes. Avec, à la clé, une dégradation violente du « choc des civilisations ».

Pour se sauver d'un scepticisme général scellé par son impuissance apparente, le politique pourrait aussi pratiquer une fuite en avant autoritaire, dans des modes classiques, ou en inventant un nouveau « fascisme » articulant autorité et revendication de modernité technique.

Alternativement, un retour d'idéologie politique anti-pouvoir, de type révolutionnaire

et social, ne peut être exclu, qui tirerait sa puissance d'une importante crise financière ou économique.

Ces deux dernières hypothèses (fascisation/mouvement anti-pouvoirs) sont celles d'une consolidation d'un politique qui changerait de forme, consolidation dérivant d'un renfermement des sociétés : autorité comme révolution ne peuvent s'affirmer que dans des espaces politiques définis – même s'ils se réclament de glissements internationaux – : un dépassement du politique par lui-même, pour se sauver... Les trois premières hypothèses (transnationalisme/sans-frontiérisme, écologisme radical, cristallisations religieuses) détraquent fondamentalement les structures actuelles au profit d'ensembles mous dont les modalités organisationnelles demeurent indiscernables.

Discourir sur l'identité des autres, c'est parler à partir de sa propre identité, de ce qu'on croit y lire : la proclamation d'identité est toujours un moyen de survie, un instrument stratégique pour se démarquer – de manière *soft* ou *hard* – de l'autre. Il est donc inutile de prétendre parler « objectivement » des identités des autres et de leur coexistence.

De notre point de vue d'Occidental développé, le système international fonctionne sans à-coups dramatiques, « tient », s'il peut s'organiser autour d'échanges prévisibles, entre acteurs de natures relativement comparables, et qui se reconnaissent.

Ces composantes de contrôle d'espace et d'esprits s'articulent de manières très diverses selon les acteurs, et cette articulation évolue : les cultures politiques sont par nature changeantes, jamais fixées contrairement à ce que l'interprétation idéologique tente de faire accroire.

La tentation moderne a consisté à concentrer dans une structure formelle – l'État –, ou autour d'elle, les principes générateurs d'identité et d'adhésion collective, le long mouvement de décolonisation se traduisant par l'universalisation de cette forme étatique. Or cette forme, par rapport à laquelle pouvaient se penser, se privilégier ou

se combattre toutes les autres dynamiques identitaires, connaît une profonde crise.

Une fois encore, l'État est contesté un peu partout : parce qu'il règne souvent sur des sociétés qui ne lui reconnaissent pas de légitimité ; parce que sa crédibilité est battue en brèche par la mondialisation qui, concrètement, lui oppose des puissances qui le dépassent ; parce que des idéologies transversales proclament et souhaitent sa marginalité. Mais, pour contesté qu'il soit, il semble aujourd'hui la seule forme référentielle universelle, c'est-à-dire susceptible de favoriser un dialogue universel : après tout, l'État est le seul souverain ultime, puisque selon la formule consacrée il est le seul vers lequel on se tourne pour qu'il « décide en circonstances exceptionnelles » : crises de toutes natures...

On ne peut pas contrôler les dynamiques identitaires – et il ne faut pas en rêver : chercher à se définir, se redéfinir, individuellement ou collectivement, c'est simplement le mouvement de la vie. Mais on peut chercher à ordonner ces dynamiques par rapport à des référentiels acceptables par le plus grand nombre.

Pour notre temps historique, il semble que ce référentiel ne puisse être que l'État, conçu comme un cadre d'organisation politique modulable. Si l'on cherche à organiser *a minima* le système international, il est le seul instrument formel permettant de mettre en œuvre un dialogue universel. En même temps qu'il est un instrument déclinable en fonction des sociétés qu'il est censé gérer.

Il reste que nombre d'éléments sont à redéfinir pour tenter d'organiser une stabilité mondiale généralement acceptée :

- un multilatéralisme susceptible de redonner au dialogue entre États prise sur les décisions les concernant – ce qui suppose un minimum d'unité de vision autour d'intérêts communs fondamentaux ;
- par voie de conséquence, les rapports entre les États et les entités transnationales (ou nationalement contrôlées) vecteurs et bénéficiaires de la mondialisation technologique ;

- les modes de fonctionnement internes des États, pour correspondre aux habitus et aux problèmes infiniment divers des sociétés. Le temps de la proposition occidentale d'un modèle universel est échu – même si l'on doit se garder d'un relativisme intégral des principes. On ne peut exiger l'alignement instantané de toutes les sociétés politiques sur la démocratie à la Westminster ;

- et sur le long terme, l'effet de la révolution informationnelle, qui reste à décrypter, sur les réflexes individuels, et donc sur la formation des collectivités, et l'adhésion aux structures politiques de référence.

Les trois premiers éléments pourraient seuls rendre aux structures de gouvernement étatiques un visage d'efficacité pour la gestion et l'amortissement d'une modernité toujours dérangeante. Efficacité sans quoi nulle adhésion ne peut être requise, encore moins garantie.

On ajoutera que le dernier de ces éléments semble annoncer, voire garantir, une crise des adhésions continue, autrement dit une accélération du rythme de renouvellement et de redéfinition des identités, politiques ou non. Or si les identités sont mouvantes, en permanence et en accéléré, les structures politiques ne le sont pas : pourra-t-on inventer demain des formes d'adhésion politique souples et modulables ?

Réfléchir sur des identités par définition mouvantes, c'est se convaincre qu'il n'y a devant nous nulle culmination de l'histoire dans un modèle unique où elles se confondraient toutes – même à l'horizon. C'est donc à des systèmes souples, susceptibles d'amortir tous les changements qu'il nous faut penser, et qui seuls pourraient correspondre à l'éminente multiplicité des histoires humaines.

Enfin, là où nous en sommes en Europe, pourquoi ne pas profiter de l'indéfinition de la gouvernance politique européenne pour en faire un des vecteurs de cette nécessaire et nouvelle définition des rapports entre les communautés politiques et leurs structures de représentation et d'expression ? Il n'est pas interdit de rêver de métamorphoses...

Série Prospective

Dominique David, *Conflits internationaux : Tendances actuelles et capacités de prévisions*, FMSH-Prospc-tive-2018-1, septembre 2018.

Patrice Debré, *L'homme et les microbes. L'émergence des épidémies : réflexion prospective*, FMSH-Prospc-tive-2018-2, octobre 2018.

Collectif, *L'État-Nation*, FMSH-Prospc-tive-2018-3, décembre 2018.

Gérard-François Dumont et Alain Bravo, *Prospect-ive des migrations interna-tionales à l'horizon 2050*, FMSH-Prospc-tive-2020-4.

Olivier Appert, *La transition énergétique entre injonctions politiques et déficit prospectif*, FMSH-Prospc-tive-2021-5, février 2021